

Chroniques éditoriales 18

# La réalité autrement

Epoque Sarkozy - 2008

Didier Reuter

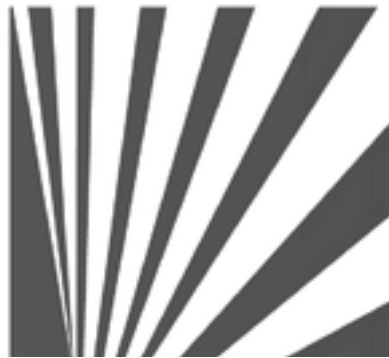
# La réalité autrement

Chroniques éditoriales  
de Mitterrand à Sarkozy  
1991 - 2012

Auteur : Didier Reuter - ISBN 9791023701807

2€

BOOKINER 



Auteur : Didier Reuter

[www.bookiner.com](http://www.bookiner.com)

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

## Préface

---

Alors que beaucoup d'événements se sont déroulés en France, il existe une troublante similitude entre le début des années 1990 et celles des années 2010. Il est effarant de constater comment la réalité d'aujourd'hui est presque identique à celle d'hier sur de nombreux sujets sociétaux. Il semble même que les problématiques se répètent en boucle malgré toute l'agitation politique et médiatique de ces deux dernières décennies.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire les chroniques éditoriales bimestrielles de D. Reuter réalisées en tant que journaliste et éditorialiste au sein du Journal des Professionnels (JdP) entre 1991 et 2012. Chaque texte détient un sujet ou un message court, synthétisé et ciblé de nature économique, sociale ou sociétale, pouvant servir de mémoire historique ou, du moins, de référence en terme d'observation et de perception citoyenne. Par leur clairvoyance et leur vision globale un grand nombre d'éditos apparaissent comme précurseurs des changements intervenus les années suivantes et sont, aujourd'hui encore, d'une actualité surprenante.

En associant des prises de positions claires et affirmées à des faits datés, listés et/ou expliqués (chroniques), l'intérêt de cet ouvrage est de former une véritable littérature sociétale décryptant la réalité autrement. C'est la raison pour laquelle ces chroniques éditoriales ont beaucoup de force, de saveur et de pertinence, en essayant d'expliquer le «verso» perçu, observé et compris par le citoyen de base, face au «recto» politique et médiatique de certains événements ayant parcouru et secoué la société française pendant 20 ans.

Chacun de ces petits textes introduit une réflexion forte permettant de mieux comprendre que, derrière l'apparence des faits et celle d'une réalité dite démocratique, tout un monde non visible s'agite pour en contrôler constamment les limites. Bien que «*Penser c'est dire non*» selon l'écrivain Alain, il est clair que pour gagner des avancées en matière sociétale, il faut se battre pas à pas, dire clairement les choses et résister absolument !

### Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

## 103. LA FORCE OBSCURE DU PRÉSIDENT

### Sujet : L'exercice du culte de la personnalité

Depuis son retour en politique en 2002, il semble que le président Sarkozy n'aime pas vraiment les Français mais énormément l'image qu'il donne de lui-même. Depuis sa mise au placard entre 1995 et 2002 pour «trahison» en préférant, à l'époque, Balladur à Chirac lors de l'élection de 1995, la démarche de cet homme semble relever depuis de la psychanalyse. En effet, qu'il soit ministre, porte drapeau de l'UMP ou président, la «marque» Sarko porte des valeurs bien ambiguës. Derrière la profusion d'énergie entraînant chez lui une agitation comportementale, affective et intellectuelle permanente, le foisonnement de ses actions ne semble pas vraiment relever d'une sage philosophie mais plutôt du **feu brûlant** d'une ambition de revanche, d'un durcissement politique et d'une impatience opportuniste à changer ce qui ne lui convient pas.

Malgré le fait qu'en surface médiatique, le modèle sarkozien n'en finit pas de produire des vagues d'actualité politique impressionnant les observateurs, cet activisme politique reste inquiétant en terme d'«impactage» sociétal. Alors que certains créditent son parcours d'un bilan «bluffant», il y a pourtant quelque chose de bizarre dans le comportement de cet homme qui démontre au fil de l'exercice de sa fonction des **contrastes frappants**. Si tout paraît clair et évident a priori dans le verbe et la formule utilisée, il n'en est pas de même dans le constat des effets secondaires. C'est, par exemple, une volonté emprunte de beaucoup de détermination mais sans véritable ligne morale fondatrice.

C'est une communication médiatique élaborée mais sans grande vision ni profondeur de raisonnement. C'est un verbe plein de subtilité et de bon sens compassionnel apparent mais sans véritable sagesse ni humanité. Même sous l'angle de la posture physique, il suffit simplement de le regarder marcher pour s'apercevoir que **rien n'est droit et stable** chez cet homme mais que tout part d'un côté et de l'autre à chaque pas, traduisant là une force d'affirmation réactive, émotive, subjective, à la puissance de lui-même. La première question posée est donc de savoir comment peut-on proposer l'équilibre à un pays lorsque l'on est soi-même aussi instable ?

A trop vouloir se construire une belle histoire personnelle à la mode Walt Disney, il semble bien que cette «PDGisation» type CAC 40 de la fonction présidentielle se fonde, de manière consciente ou inconsciente, sur un retour anthropologique favorisant l'exacerbation du «Moi» profond sur l'ensemble de la tribu. Dès lors, comment peut-on dans une démocratie moderne faire ainsi marche arrière dans le culte de la personnalité ?

En France, comme ailleurs, le plus grand malheur pour un peuple en désir d'espérance est que le sens des mots prononcés ne soit pas celui des faits attendus, compris, interprétés ou vécus dans la réalité du quotidien !

2008 - D. Reuter

## 104. QUELLE «POLITIQUE DE CIVILISATION» ?

**Sujet : Plus de stress que de joies à exister**

Derrière la formule de «politique de civilisation» évoquée par le Président Sarkozy, et bien loin d'un humanisme désintéressé, il est intéressant de rappeler que derrière le modèle sarkozien il existe un système Sarkozy depuis déjà 6 années. Un système qui nourrit, derrière la façade ininterrompue de coups médiatiques et de réformes «champagne» vendues comme essentielles, tout un cortège de «petites mesures» liberticides que les Français avalent tous les 3 mois a priori sans trop broncher. Il est donc intéressant de mettre en perspective, à côté du bilan «bluffant» sarkozien, les marques profondes enregistrées sur la société française par le fait d'interventions politiques censées dynamiser le corps social tout entier.

Ainsi dans le fait démocratique que ce soit de manière consciente ou inconsciente, volontaire ou passive, l'ère Sarkozy (avec ou sans Chirac) contient jusqu'à présent plus de **néгатif contraignant** que de positif constructif sur le fond sociétal. Tout cela profile un dessein de la nation plus superficiel et agité que stable et foncièrement structurant, sauf à concevoir que l'ordre imposé est une fin en soi civilisatrice et motivante ! Il suffit simplement de constater l'amplification du rythme des mesures législatives, règles et devoirs, contraintes morales, pression fiscale, technocratisation des procédures et autres réformes imposées à la «Hussarde». Au global, il s'agirait presque du parfait contre-exemple de ce qu'il faut faire dans une démocratie moderne en empilant ainsi, réformes sur réformes, de manière aussi coercitive et unilatérale. Bien que des entités représentatives de la société civile soient impliquées dans un bout du processus politique il semble, au final, que le citoyen lambda ne bénéficie pas vraiment d'une réciprocité légitime en droits et en vraies contreparties démocratiques.

En fait, sauf inconscience à le faire ou à le décider au sommet de l'Etat, plus on interdit au peuple, plus on **contrôle à distance** le comportement des gens. Dès lors, comment peut réagir le citoyen poussé aux fesses pour travailler plus de manière stressée, bousculé en permanence à droite sur son «flanc» fiscal, tiraillé à gauche sur le plan des devoirs et, en face, aveugle de toute perspective d'avenir libertaire et motivante ? Il est donc intéressant de lister les principaux reculs législatifs, faits liberticides, actes d'autorité et autres faits disciplinaires constatés depuis ces 6 dernières années dans un pays en paix et socialement calme.

Rappelons de manière un peu directe, que si la plupart des mesures sont destinées à mieux contrôler les incivilités et les déviances d'une frange marginale de 2% à 7% de la population, l'ensemble de celles-ci polluent et «emmerdent» directement, à chaque fois, 93% à 98% des autres citoyens. Exemple de faisceau liberticide et de constats jugés coercitifs et/ou imposés au citoyen lambda depuis 6 ans :

- . Répression routière, radarisation galopante, traque et racket économique organisé avec la complicité des collectivités territoriales ;
- . Augmentation de la pression sécuritaire et policière en ville et en campagne (CRS, gendarmerie) ;
- . Renforcement de la vidéo surveillance en ville, contrôle sur l'Internet... ;
- . Renforcement du maillage législatif, de l'autorité et des contrôles administratifs dans de nombreux domaines (sécurité sociale, sécurité, travail, fisc, éducation nationale...) ;
- . Restriction, régulation et interdiction forcée dans le domaine sanitaire et de l'hygiène de vie (interdiction de fumer, lutte contre l'obésité, franchise médicale, moindre remboursement, parcours de santé contrôlé...) ;
- . Durcissement judiciaire pour les déviants avec amplification de la «victimisation» ;
- . Recours démultiplié du principe de précaution et autres clauses de sauvegarde ;
- . Accumulation des contraintes environnementales et nouvelles taxations ;
- . Durcissement du suivi des chômeurs, sans emploi, rmistes ;
- . Augmentation constante de la pression fiscale notamment indirecte type CSG, voire projet de TVA sociale ;

- . Relatif laisser-faire tarifaire dans les augmentations de prix sensibles pour le porte-monnaie de la ménagère au profit des grands lobbies industriels (essence, fioul, gaz, électricité, consommation courante...);
- . Réduction graduelle des pensions de retraite sans véritable compensation par ailleurs ;
- . Principe des tests ADN ;
- . Exacerbation des positions vis-à-vis des banlieues ;
- . Phénomène généralisé de durcissement auprès des immigrés, des jeunes et des ménages en difficulté par un accroissement inflationniste de contraintes administratives et de contrôles, etc.

2008 - D. Reuter

## 105. REDONNER DU POUVOIR D'ACHAT DURABLE

**Sujet : Le pouvoir d'achat passe par la croissance et surtout par la défiscalisation en faveur des ménages**

Avoir un bon pouvoir d'achat, c'est tout le socle du «rêve français». Il est clair, aujourd'hui, que si la société française profite de son inertie macroéconomique, financière et sociale pour maintenir son train de vie, il y a lieu de s'attendre pour les prochaines années à un grand ralentissement dans le niveau de vie des classes moyennes. Aussi, face à une situation de rétrogradation socioéconomique dans laquelle les pauvres deviennent encore plus pauvres, les riches encore plus riches, existe un «milieu» glissant peu à peu vers le bas et dont le pouvoir d'achat devient un véritable «désespoir».

Hormis les statistiques trompeuses, la raison n'est pas uniquement liée à l'inflation ou à la feuille de paie mais surtout et principalement à la cherté grandissante de la vie associée à une pression fiscale entropique. Si les multiples raisons de cette dégradation économique sont parfaitement connues, le principal levier étatique pour inverser le mouvement et retourner durablement la situation est d'abord et avant tout de nature fiscale. Seul un **acte fiscal régressif** fort est en mesure de «réparer» les dégâts sociaux puis de stabiliser la situation économique du peuple et ce, aux dépens directs du train de vie de l'Etat et de son administration.

Pour cela, il faut rapidement :

- . Réduire de 5 points minimum la TVA payée par les ménages sur tous les produits courants
- . Favoriser l'augmentation des salaires et des pensions de retraite de 3 à 5% par an
- . Contenir la fiscalité globale autour de 39% contre 44% actuellement (Etat + collectivités territoriales).

Tout le reste des mesures prises ou annoncées consiste à amuser la galerie et à gagner du temps, d'échéance politique en échéance politique. En matière de «politique de civilisation» ne vaudrait-il pas mieux réfléchir sur le nouveau rôle et la nouvelle architecture de l'Etat moderne dans sa vocation civilisatrice que de miser toujours et encore sur des réformes finalement «décivilisatrices» ?

2008 - D. Reuter

## 106. LES RAISONS DE LA VIE CHÈRE

### Sujet : L'économie pour les nuls

Pourquoi le gouvernement freine-t-il régulièrement la plupart des initiatives qui visent à réduire les prix (développement du low-cost, propositions Attali, baisse de la TIPP ou de la TVA, gratuité sur le Net, baisse des prix dans la grande distribution, diminution des charges sociales...) ? De manière prioritaire, c'est parce que moins les produits sont chers (ou plus ils sont bas), moins ils rapportent d'argent dans les caisses de l'Etat ! Pourquoi le gouvernement favorise-t-il, au contraire, une progression constante des prélèvements et un immobilisme parmi les taxes les plus élevées ? C'est parce que plus les **taux sont élevés** lorsqu'ils sont associés à des prix en hausse, plus les recettes fiscales dégagées sont importantes en valeur !

Sous un angle économique, il est clair qu'un produit vendu à 12€ HT est plus intéressant pour le fisc français qu'un produit vendu à 10€ sachant que, par exemple dans ce cas, le produit fiscal brut retiré par la TVA augmente immédiatement de 20%. Ainsi les 2€ de différence, multipliés par un taux équivalent à 19.6% donnent 0,39 cents de plus, lesquels s'ajoutent au 1,96€ de TVA déjà prélevés sur les 10€ de départ. Le phénomène technique est encore plus pervers lorsque l'on sait que la plupart des % de taxes indirectes, charges sociales et autres prélèvements sont généralement calculés sur un montant nominal de chiffre d'affaires ou sur des ressources salariales. Aussi plus ceux-ci augmentent, plus la «valeur fiscale» à taux constant augmente, hors naturellement le passage de l'érosion monétaire.

On comprend alors pourquoi lorsque les cours du pétrole augmentent et que la parité euro/dollar reste très favorable pour les achats de produits importés de façon à en réduire notablement le coût, le prix de l'essence et celui du fioul continue tout de même à augmenter mécaniquement avec un gouvernement qui se félicite, à huis clos, de cette aubaine. Aussi pourquoi baisser le taux de la TIPP lorsque celle-ci compense mécaniquement de plus faibles rentrées liées à la consommation intérieure et qu'elle constitue, par la constance de sa contrainte, à générer une **aubaine économique** permettant d'engranger un surplus de recettes fiscales sur le dos des usagers.

En fait pour l'Etat, tout fonctionne comme si la croissance des prix, hors phénomène d'inflation, remplaçait la croissance économique défailante. Pas besoin d'aller chercher de grandes explications savantes ni de boucs émissaires au problème de baisse du pouvoir d'achat des ménages, sachant que ce sont forcément les taux fixes de la pression fiscale associés à la chaîne de prélèvements fiscaux qui font que les lois de la macroéconomie phagocytent, sans état d'âme, les ressources de la microéconomie (entreprises et citoyens).

Aussi, lorsqu'il existe une conjonction opportune entre la hausse généralisée du cours des matières premières en amont et, en aval, un relatif laisser-faire avec l'augmentation naturelle ou artificielle des prix industriels et des coûts intermédiaires, on comprend alors pourquoi l'Etat s'en félicite et ne souhaite surtout pas intervenir de manière radicale sur ces processus. Pourquoi alors revenir à des prix plus bas par une réduction des taxes fiscales et/ou par une réglementation drastique des prix sachant que politiquement : **Tout prix qui augmente devient obligatoirement une ressource fiscale supplémentaire pour l'Etat** au prorata des taxes directes et indirectes qui l'accompagnent. Dès lors, tant que la consommation et l'investissement public stagnent, la hausse des cours en amont et celle des prix en aval représentent, par leur simultanéité, une véritable aubaine stratégique pour l'équilibre budgétaire !

Entre la hausse du cours des matières premières et l'augmentation continue du prix final, quel intérêt pour l'Etat de réduire la voilure du maillon intermédiaire de la pression fiscale. Mieux vaut faire porter le chapeau aux producteurs, aux industriels, aux distributeurs et aux consommateurs qui ne «savent pas acheter» en leur racontant des «mythos» économiques. Ce qui est sûr, c'est que sur le fond de la problématique économique actuelle le gonflement réel des prix (cours des matières premières, coûts internes) ou artificiel (taxes publiques, sociales et territoriales) est devenu **l'eldorado économique des Etats**.

Ce «cercle piégeux» pour les ménages n'est pas près de s'arrêter en nourrissant pour longtemps encore l'Etat, les collectivités territoriales, les grosses entreprises, le système bancaire et financier dans une forme de collusion diffuse.

Sauf à dire halte par la rue et/ou la manifestation organisée des classes moyennes, la prédation fiscale d'Etat a encore de beaux jours devant elle !

2008 - D. Reuter



## 107. 3 COUCHES DANS LE DISCOURS POLITIQUE

**Sujet : Rien n'est authentique dans la communication politique**

Lorsqu'un responsable public ou politique s'exprime dans un média il faut toujours, sauf exception, considérer que la forme et le fond de sa communication reposent sur 3 couches superposées de raisonnement. Chaque couche reflète un niveau de réalité apparente, un niveau structurant et un niveau masqué, jouant simultanément sur l'interprétation des mots, la logique sous-jacente et l'intention intime. Le jeu politique en démocratie de système est ainsi fait que plus le message paraît simple et clair à comprendre à l'arrivée, plus la stratégie de départ qui le sous-tend est de nature complexe, voire ambiguë. De multiples enjeux, des non-dits, des calculs, forment alors obligatoirement le substrat des positions et des décisions. Aussi le standard communicationnel de l'homme politique «commun» est-il d'associer «3 cerveaux» en même temps. Le cerveau élaboré de la qualité relationnelle civilisée et de la communication persuasive ; le cerveau du raisonnement froid et calculateur de la stratégie et de la tactique ; le cerveau de l'égoïsme à l'affect mature, inhibé ou exacerbé au choix ! Tout message politique contient donc 3 niveaux de construction sémantique, psychologique et raisonnée : un pour le récepteur final, un pour les alliés du moment, un pour la conscience intime de l'individu.

**Le niveau 1 de l'apparence** : Il s'agit de la position publique prise, utilisant une communication policée et/ou un verbe flatteur, rassurant, déterminé, démagogique, de nature à être compris facilement du plus grand nombre. C'est le niveau favori des formules qui font mouche et des slogans dont le but est de créer un impact, une réaction voulue ou déclenchée. C'est le **Quoi** du discours !

**Le niveau 2 structurant** : Il concerne les raisons logiques de la décision, laquelle se construit à partir d'un faisceau d'arguments rationnels d'intérêt, de prise de risque, de stratégie, voire de tactique. C'est le niveau des objectifs partagés avec les siens et/ou celui de la ligne de conduite à tenir collectivement dans le cadre d'une idéologie, d'un système partisan, d'un axe d'action ou d'un modèle de pensée. A ce stade, le but consiste principalement à avancer ses pions, à gagner des points (de sondage), à créer l'adhésion en interne, à capitaliser sur l'image. Il s'agit souvent de la traduction des promesses en réalité mais aussi de la concrétisation d'accords fondés sur des engagements, des objectifs «secrets» ou partisans. C'est le **Comment** du discours !

**Le niveau 3 caché ou masqué** : Il se fonde sur une motivation profonde à agir et à se comporter, le tout animé d'un fort désir donnant du sens à l'ambition personnelle, à la recherche de gain individuel, voire à l'expression des complexes et/ou de la perversion humaine. Ni le récepteur du niveau 1, ni l'acteur partie prenante du niveau 2 ne sont vraiment au courant, ou même soupçonnent les raisons du stratagème. Seul l'individu émetteur est conscient du sens, de la portée réelle de ses actes et de la signification profonde de ses propos dans le vacarme sourd de sa réflexion. C'est là que prennent racines le sens et le plaisir intime du pouvoir, là où réside le vrai jeu d'échecs entre soi et les autres. C'est le **Pourquoi** du discours !

Prenons l'exemple du pouvoir d'achat et de la réforme proposée :

**Niveau 1** du discours médiatique : «*Travailler plus pour gagner plus*» flatte les valeurs du travail, de l'effort, du mérite, en proposant une voie d'amélioration économique logique. Cela donne en plus l'impression d'une juste conformité avec les promesses faites. La plupart des médias imbéciles s'engouffrent dans cette logique apparente.

**Niveau 2** des raisons partisans : L'intérêt politique de cette formule est surtout de satisfaire différents enjeux : favoriser la productivité des entreprises ; renflouer les caisses de l'Etat par la consommation, par l'IR et par les taxes fiscales ; remettre le pays en état de compétitivité dans une marche forcée ; satisfaire les alliés xyz... Le parti au pouvoir et ses alliés politiques sont satisfaits des résultats potentiels.

**Niveau 3** de la motivation personnelle (supposé) : «*Je tue le principe des 35 heures que j'abhorre*» ; «*je remets tous ces fainéants de Français au boulot*» ; «*j'impose ma vision d'un nouvel ordre économique et social par ce biais, lequel doit ensuite me servir pour d'autres réformes...*». Il s'agit de la pensée brute et naturellement masquée du président des Français !

A partir de ce constat, il est possible de dire qu'un peuple est considéré comme infantile lorsqu'il se laisse constamment piéger par le niveau 1 sans y voir de malice. Un peuple est taxé d'«adolescentrie» lorsqu'il contourne le premier piège des mots mais se laisse tout de même berner par la stratégie sous-jacente. Un peuple devient pleinement adulte lorsqu'il devine rapidement les dessous de la décision et ne s'en laisse plus du tout compter sur les apparences des mots et des formules chocs, surtout lorsque celles-ci sont trop simples, trop belles ou trop flatteuses, pour être aussi simples d'application ou de réussite.

Dès le prochain discours politique, essayez de deviner «le pourquoi» et «le comment» et non plus seulement «le quoi» comme certains idiots de commentateurs de la télé et vous ne verrez alors plus jamais l'homme politique de la même façon entre le niveau 1 et le niveau 3 de son message !

2008 - D. Reuter

## 108. L'ADMINISTRATION EST-ELLE L'ENNEMI DU CITOYEN ?

### Sujet : 1<sup>re</sup> partie : Un back office trop directif

OUI sans aucun doute, si l'on considère que l'administration est sortie depuis longtemps de son «lit» normal d'activité en optant pour une anti-stratégie d'adaptation comme en propageant un haut degré de fonctionnarisation dans la gestion des affaires publiques. S'il est évident que l'administration a un rôle utile à jouer en toute forme d'organisation tant qu'elle reste minoritaire, le problème survient lorsque l'esprit de fonctionnarisation s'invite et se répand dans tout le spectre des activités collectives, publiques et privées. La notion de fonctionnarisation traduit ici un **état d'esprit** dominant de «technicien(ne)» fondé sur une approche du service public distant, compartimenté, formaté, discipliné et prévisible, à mille lieues de toute vision globale et de toute forme d'empathie, d'adaptation, de prise de risque et d'initiative.

Très sûre d'elle-même et de son modèle d'organisation, l'administration caractérise ainsi l'aberration d'une mentalité dominante de nature régaliennne c'est-à-dire normative, autoritaire, hiérarchisée, méfiante, froide, soupçonneuse, prudentielle, docile dans l'exécution, procédurière, comptable et surtout responsable de rien. En évoquant l'excès de fonctionnarisation, il ne s'agit pas seulement d'évoquer la fonction publique d'Etat mais aussi celle prévalant dans les collectivités territoriales, la fonction hospitalière, la technocratie européenne, les services bancaires et financiers, ainsi que dans le secteur privé au sein d'un nombre de plus en plus important de grandes entreprises, associations et organismes en tous genres. **L'entrisme administratif**, via l'esprit de fonctionnarisation, n'est pas une mince affaire sachant que cela induit de facto la notion de distance (non proximité) et de froid relationnel (non empathie) entre le fonctionnaire et le citoyen, le préposé et l'utilisateur, l'agent public et le contribuable, le représentant des forces de l'ordre et l'individu lambda, l'employé administratif et le client.

Soit tout le contraire du «service» personnalisé et du respect attendu en matière de services publics. Il est clair que l'héritage monarchique, puis Jacobin et républicain de l'administration, porte une grande responsabilité dans cet état de fait culturel. Loin d'être un exemple en matière de démocratie interne et de comportement «ouvert» vers la société civile, l'administration continue, au contraire, à être une citadelle de pouvoir, de pression et d'inflexion des initiatives privées mais aussi de puissance indirecte installée au sein même de la nation. Une sorte de muraille de Chine, de ligne Maginot, censée protéger la nation et le citoyen contre eux-mêmes en servant de soldatesque sans fusil comme de farouche gardien du temple au profit principal du système en place et de l'Etat employeur. Le précepte qui dit que plus l'administration prend de l'importance, plus elle vide de sens et de motivation les actions citoyennes, est vrai sur l'essentiel. L'importance accordée à la **gestion procédurière** tend mécaniquement à réduire la vitalité naturelle et spontanée des individus. En cela, la dominance du système sur le citoyen dans un cadre normatif et liberticide se révèle toujours suicidaire ou pour le moins handicapante à l'échelle des conditions humaine et citoyenne, voire à l'échelle civilisationnelle.

Rappelons, au passage, que toutes les grandes civilisations du passé ayant favorisé l'option de la croissance administrative ont toujours fatalement décliné sous la pesanteur du système et de la **lente asphyxie** socioéconomique que cela engendre. En fait, si l'esprit de fonctionnarisation tend à s'étendre partout comme la mauvaise herbe, c'est parce que son exercice s'effectue majoritairement dans un cadre d'allélomimétisme, c'est-à-dire une «tendance à faire ce que fait le voisin immédiat». Il en ressort que plus le fonctionnaire fait ou croit faire ce que les autres font ou attendent de lui, plus se développe une communauté de comportements ainsi qu'une surenchère à faire autant, plus dans la surenchère et/ou de manière similaire, et surtout pas autrement ou différemment.

Malgré de nombreuses qualités, l'administration française souffre de l'esprit profond de sa fonctionnarisation et de son modèle relationnel vis-à-vis du citoyen. Pour s'en rendre compte, il suffit de voir comment l'administré(e) et le citoyen sont traités, avec papier ou sans papier, dès lors qu'ils dérogent simplement à la règle du moment. Sans évoquer les grands mots de déviance et de délinquance, tout citoyen «pris» en dehors des règles et des procédures devient immédiatement «suspect» en regard de l'implacable machine administrative. Il subit alors d'intraçables tracasseries avec devant lui 2

options : se plier et se livrer devant l'injonction de procédures codifiées et/ou devant toute forme de commandement institutionnel (pot de fer contre pot de terre) ou s'opposer et se défendre, en mobilisant alors beaucoup de temps et d'énergie pour justifier son cas et sa situation (David contre Goliath).

### **Trop de «back office» national**

Il est clair que le fonctionnement de l'administration et l'importance de son espace d'intervention génèrent plus de contraintes liberticides que d'offre libertaire. En voulant être plus «blanc que blanc», faire «mieux que bien», être un modèle d'ordre, de stabilité et de référence, l'administration se ment continuellement à elle-même en prolongeant de nombreux dysfonctionnements organiques, décisionnels et relationnels en interne comme en externe.

Aussi, bien plus que le projet actuel de réforme des institutions destiné à relooker un peu la façade de l'immeuble «V<sup>e</sup> République», le gouvernement serait sans doute mieux inspiré de s'intéresser au fonctionnement endogène de son administration formant le «Back office» national. Il s'agit là de revoir le principe même du fonctionnement de l'administration qui, par son imposante présence, contraint de plus en plus lourdement le «front office» des entreprises, entrepreneurs, salariés et forces vives de la nation. Il s'agit également de constater combien le frein moteur des procédures, des lois, des règles ainsi que l'empilement de normes, dont l'administration a la charge d'exécution, s'exercent aux dépens de l'exercice naturel du discernement de chacun, de la liberté de décision, d'action et d'initiative individuelle, en rendant au final le citoyen plus docile, inhibé et soumis que pleinement affirmé. En ce sens, l'administration est **un tue-liberté** en puissance !

Lorsque d'un côté, le caractère exécutoire de la fonction publique exclut l'esprit de responsabilité individuelle et que, de l'autre, le maillage législatif devient de plus en plus fin et étroit, comment envisager sérieusement une évolution sociétale digne de ce nom ? Comment penser un seul instant que l'esprit de démocratie puisse se développer harmonieusement avec ce corset moral qui rigidifie tout ?

S'il est vrai que l'esprit humain s'habitue à tout et en arrive à cautionner n'importe quel système en place, en trouvant alors normal d'être aussi mal servi ou traité, les habitudes prises ne seraient justifier un **traitement asservi** et réducteur des conditions humaine et citoyenne sans être soi-même un pur collaborant du système. Il serait donc intéressant que les politiques, parlementaires et sénateurs, s'interrogent sur le constat évident que plus le volume de lois, règles, décrets est important à gérer et plus l'administration secrète de procédures «arrières», enfermant *de facto* le citoyen dans un maillage administratif étroit jusqu'à étouffer son évolution intrinsèque, sa motivation, son comportement et sa prise d'initiative.

De la même manière, force est de constater que plus on renforce le pouvoir de telle ou telle institution, plus on développe symétriquement la charge et **l'inertie administrative**. La volonté de réforme devient, de ce fait, souvent contreproductive dans les effets du temps en induisant des conséquences sociétales pires que les gains apparents. Aussi, toute volonté de refonte des institutions doit, pour être vraiment efficace, sortir de l'addition et de la multiplication systématique de nouvelles mesures au gré des ambitions politiques. En ce domaine, les réformes c'est comme les taxes et les impôts on ne sait faire que les additionner mais jamais les soustraire !

Avec de telles pratiques arithmétiques, le risque est grand d'étendre toujours et encore davantage l'espace administratif alors que la solution politique tient seulement en 4 mots volontaristes : NETTOYAGE, ELIMINATION, LIMITATION, SIMPLIFICATION des mesures, faisant que du niveau 100 actuel nous puissions atteindre demain un niveau 50. Une réforme «divisionnelle» par 2 quoi !

En résumé, il ne peut y avoir de croissance forte avec une administration importante et d'action politique efficace avec une fonctionnarisation excessive. L'esprit de fonctionnarisation déforme l'administration qui, par rebond, déforme l'action politique et rend par conséquent illusoire toute réforme profonde au profit du citoyen.

## 109. UN GROS FREIN MOTEUR

### Sujet : 2<sup>e</sup> partie : Les 4 dysmorphies institutionnelles

En dehors des lois de la nature, ce qui est simple est souvent parfait ce qui est complexe ne l'est jamais. C'est notamment le cas avec le mariage de raison alambiqué entre le monde politique et l'administration favorisant ensemble la préexistence d'un système imparfait. Un système foncièrement rigide, monolithique et conservateur secrétant 4 dysmorphies institutionnelles : le compartimentage des fonctions, la «procédurisation», la gestion indifférenciée de la complexité, la dépersonnalisation. 4 anomalies sociétales d'un autre temps :

**1. Le compartimentage des fonctions** qui fait que, outre l'esprit clanique entre fonctionnaires du même domaine, ceux-ci ne sont jamais vraiment capables de résoudre un problème de A à Z en refileant très vite le «bébé» à un autre service et ainsi de suite de déplacements en appels téléphoniques, de relances en courriers recommandés. Le pire est sans doute dans les services d'accueil et les hot line censés répondre aux principales questions des usagers, en constatant que «lorsque vous ne voulez rien vous êtes tout de suite servis» avec des conseils et des recommandations aussi généralistes qu'inutiles. A quand un médiateur, un coordinateur, un homme ou une femme solution dans chaque service, entreprise, organisme et institution, capable de se charger de tous les liens relationnels en interne (non commerciaux) ainsi que de l'interface globale et personnalisée avec le client usager ?

**2. La «procédurisation»** qui se nourrit de l'attention portée au moindre détail et surtout à tous ceux qui peuvent déroger aux normes et aux règlements en cours. Cette approche inflationniste fait que le détail appelle le détail dans une spirale sans fin qui tend à occuper tout le temps et toute l'énergie disponible des acteurs concernés. C'est-à-dire des fonctionnaires et des administratifs qui se croient être de grands professionnels alors qu'ils ne sont, en réalité, que de grands exécutants plus concentrés sur la normalisation de leur travail que sur la recherche de solutions, d'aides adaptées ou créatives apportée à l'administré, client ou usager.

A quand des fonctionnaires orientés client avec l'esprit manager, vendeur, marketeur, communicant... ?

**3. La gestion indifférenciée de la complexité** qui, pour administrer le quotidien des affaires publiques, est obligée de généraliser et d'indifférencier à outrance les mesures, en imposant une équation faussée dès le départ. Un modèle de gestion qui consiste à combiner une approche de masse avec des cadres normatifs étroits, maillés dans un formalisme lourd et redondant s'éloignant forcément de la réalité vécue et de la spécificité unique du cas de chacun.

A quand une table de la loi simplifiée avec la division par 2 des lois et des règles de la République ?

**4. La dépersonnalisation** qui, inhérente aux 3 conséquences précédentes, s'éloigne de l'évidente hétérogénéité naturelle des acteurs locaux pour proposer un faux modèle collectif d'homogénéité fortement contraignant pour qui ne s'y conforme pas. Cette dépersonnalisation induit, de surcroît, la non responsabilité des décisions prises par le personnel administratif en se cachant derrière la lettre de la loi, la règle, la procédure et la norme en cours.

A quand des interlocuteurs responsabilisés sur leurs résultats mais aussi sur leurs erreurs de jugement ?

A quand des fonctionnaires au service du citoyen capables de prendre des initiatives de «juge de paix» en sachant sortir du carcan aveugle de la procédure imposée ?

## 110. LES 7 RÈGLES DE L'ADMINISTRATION

### Sujet : 3<sup>e</sup> partie : L'administration est le coeur du système

Si tout est légal et codifié, rien n'est vraiment naturel dans l'invention «administrative». Tout apparaît foncièrement relatif et perfectible si ce n'est différent d'un pays à l'autre, d'une époque à l'autre dans la même nation. Le fait administratif et technocratique concrétise la mentalité de dominance de l'Etat sur le Citoyen dominé, voire infantilisé. Par ses caractéristiques de complexité, de lourdeur, d'inertie, d'empêchement de tourner en rond mais aussi de surveillance, de contrôle, de prélèvements fiscaux et sociaux, l'administration est, en fait, tout le contraire d'une organisation ouverte, proactive, créative, adaptative. Elle tourne à l'envers des exigences évolutionnaires du monde moderne en le freinant et en le retenant plus qu'en l'entraînant et en le dynamisant. Tout homme politique digne de ce nom, à moins d'être un petit personnage falot dans la grande histoire, doit se poser la question de la finalité idéale du citoyen dans la société moderne avant de palabrer sur tous les sujets d'actualité annexes et secondaires.

**L'architecture procédurière**, règlementaire et législative qui structure le fonctionnement de tout service public, nous rappelle constamment combien le système domine le citoyen et le prive de poussées évolutionnaires en phase avec ses capacités et attentes du moment. En cela, l'administration correspond au coeur du système. Elle s'oppose directement à la plasticité et à l'adaptation nécessaire dans un monde en mouvement accéléré. Si l'administration est utile en période historique stable, ses excès plombent directement l'avenir en voulant imposer d'abord sa propre réalité morale, culturelle, sociale et économique, bien avant de s'adapter de manière contrainte et forcée à la réalité tout court du monde moderne. L'impersonnalité de son action, l'automatisation aveugle et informatisée, la distance imposée avec le citoyen, font de l'administration une machine au service de l'Etat et du système et non du peuple.

Une machine à perpétuer les dissonances sociétales à partir de règles non écrites parmi lesquelles :

- . **La première règle** est de se servir d'abord sur la société civile pour assurer son propre fonctionnement interne avant de redistribuer au collectif une partie des ressources disponibles.
- . **La seconde règle** est que plus l'administration est importante, plus elle impose son autorité sur le citoyen en développant systématiquement un plus grand périmètre d'action et de pouvoir.
- . **La troisième règle** est que plus le fonctionnement administratif est complexe, plus il justifie de moyens en hommes et en ressources, par conséquent la nécessité permanente de réformes de structures qui s'ajoutent aux précédentes dans un cycle sans fin.
- . **La quatrième règle** est que plus l'administration reste volontairement distante du citoyen par le jeu du contrôle et de l'autorité via l'ensemble d'institutions régaliennes (justice, force de l'ordre, travail, préfecture...), moins elle favorise la possibilité de complicité solidaire et de relations étroites avec lui.
- . **La cinquième règle** est que lorsque tout va bien dans le respect des règles et des normes imposées, le citoyen n'est pas inquiet et est considéré comme normal. A l'inverse, lorsque ce dernier déroge aux commandements et aux lois imposés, l'administration le traite alors de déviant, de délinquant ou de suspect au comportement anormal. En cela, l'anormalité est un concept normatif avant d'être objectif. La norme d'Etat crée l'anormalité du citoyen et non le contraire !
- . **La sixième règle** subséquente est que plus l'ordre existe, plus le rôle de l'administration se justifie pour le maintenir. Une boucle vicieuse qui donne à réfléchir sur les bienfaits de l'ordre administratif en regard des fondamentaux de la condition humaine, citoyenne et sociétale.
- . **La septième règle** est qu'à choisir entre dominance de l'administration exercée sur le citoyen et rôle d'exécutant, c'est la dominance qui est toujours privilégiée dans le rapport de force, la contrainte, l'obligation. L'exercice de la fonctionnarisation consacre, en cela, le parfait contraire de la citoyenneté.

Dès lors plusieurs questions sociétales se posent tout naturellement si l'on considère que l'administration par sa complexité, son omnipotence et l'esprit de fonctionnarisation qui l'anime, est devenue le handicap chronique des sociétés modernes :

- . L'administration est-elle l'amie du peuple ou l'ennemie du peuple ?
- . Est-elle une nécessité fondamentale ou un avatar procédurier, coercitif, d'autorité et de pouvoir s'interposant constamment dans la liberté d'action, de décision, d'expression et d'évolution des individus ?
- . Est-elle plus un régulateur collectif qu'une censure permanente ?

- . La nature et la qualité des services rendus nécessitent-ils autant de telles contraintes générales et obligations fiscales imposées aux citoyens ?
- . Le corset administratif dans tous les domaines est-il bon pour entretenir et faire émerger, développer, entretenir l'envie d'entreprendre, le désir de créer, l'audace d'agir ?
- . L'administration est-elle plus un accélérateur de changement et de croissance qu'une résistance et un frein au changement et à la croissance ?
- . La recherche d'ordre collectif apparent justifie-t-elle le désordre de vie engendré à l'unité des individus (stress fiscal, pression administrative, peur du gendarme...) ?
- . Le collectif s'appuyant sur l'administration est-il plus important que l'individu s'appuyant sur son propre discernement, sa propre autonomie et autodiscipline ?
- . A quel juste niveau doit se situer l'arbitrage entre les deux ?
- . A trop justifier la nécessité de défendre et protéger l'ordre collectif, l'administration ne sert-elle pas de rempart et de caution au conservatisme et/ou dirigisme inhérent aux fonctions d'Etat et aux corporatismes ?

2008 - D. Reuter

## 111. L'ADMINISTRATION EST-ELLE UTILE ?

### Sujet : 4<sup>e</sup> partie : Un contre sens évolutionnaire

Plusieurs autres constats et questions se posent lorsque l'on évoque la présence massive de l'administration. D'abord, à la question : «*Une société peut-elle vraiment devenir adulte et évoluée lorsque le fait administratif imposé à tous domine sur le discernement personnel ?*» La réponse qui s'impose est évidemment Non ! Si la présence d'une administration reposant sur des institutions fortes reste compréhensible dans une société peu éduquée, peu cultivée, peu organisée, peu structurée, peu disciplinée ou fortement infantilisée, de façon à apporter un peu d'ordre, de justice et d'équilibre social, pourquoi alors prolonge-t-on indéfiniment ce quadrillage administratif tel un couvre-feu perpétuel ?

Par ailleurs, le constat d'une majorité d'individus devenue plus éduquée, plus cultivée, plus autonome, plus autodisciplinée, plus affirmée, plus adulte, ne suppose-t-il pas une **restructuration en profondeur** du modèle administratif régalien ? Est-il également nécessaire, sur le fond, qu'une minorité de délinquants nécessite la mobilisation d'autant de moyens coûteux qui plus est, sont le plus souvent retournés et utilisés contre la majorité des autres ? Ce n'est pas parce que les choses existent depuis longtemps qu'il faut les perpétuer indéfiniment et en justifier constamment la nécessité. En cela, le conservatisme d'Etat dans son modèle d'administration n'est-il pas la démonstration évidente d'un manque d'idée, d'envie, de courage à faire autrement en faveur du progrès sociétal ?

En faisant chacun le petit effort de sortir un moment du **matrissage culturel** qui est le nôtre, il apparaît évident que l'excès d'administration, d'organismes publics et d'institutions en tout genre, est devenu un véritable contresens évolutionnaire. Alors que l'on devrait, au contraire, réduire fortement la présence administrative pour concentrer ailleurs et autrement les ressources disponibles, celle-ci continue à s'étendre insidieusement en freinant et en retenant constamment l'évolution citoyenne et sociétal. Même les réformes structurelles engagées, au fil des mandatures, ont plus pour effet de renforcer insidieusement l'emprise administrative que de l'alléger. Entre la lourdeur des prélèvements et le corset étiqué des lois et des règlements, comment dans ce contexte, tout homme et femme sains de corps et d'esprit peuvent-ils donner le meilleur d'eux-mêmes et libérer de manière motivée l'intégralité de leurs potentiels ?

Qui peut dire, aujourd'hui, que l'amplification administrative n'agit pas sur le moyen et long terme comme un frein puissant entraînant une lente dévitalisation de la société et une contrainte objective à l'enrichissement des ménages ? Qui peut dire également derrière les réussites commerciales, économiques et financières des sociétés modernes que l'administration n'est pas responsable, en partie, de la perte de créativité industrielle, culturelle, littéraire, entrepreneuriale... qui a fait la force de l'Hémisphère Nord depuis plus de 500 ans. Aujourd'hui, à force de tout rationaliser, contrôler et placer sous coupe structurée et autoritaire le parcours de vie de chaque citoyen, organisation et entreprise, la conséquence masquée n'est-elle pas d'appauvrir à la racine la créativité, la trempe et l'audace des jeunes adultes derrière des apparences d'équilibre, de conformité et d'exemplarité (régulation de toutes les activités en société, élitisme du diplôme et du statut, comportement «responsable» pour ceux qui suivent d'abord la norme à la lettre...) ? La normalité de la situation ne cache-t-elle pas en fait un grand vide démocratique et une grande déficience citoyenne ?

Le problème, c'est que la **castration sociétale** qui en découle commence toujours par la règle imposée à l'échelle de l'individu pour finir sous forme de pensée unique et de mentalité dominante régentée par la procédure collective et le politiquement correct. Celle-ci tend à fabriquer, au fil de l'âge de chaque administré, des comportements dociles, indifférents et suiveurs, au lieu de favoriser une résistance virile et convaincue face aux excès, irrespects et erreurs du système. Il semble dorénavant acquis que le **trop plein d'administration** en Europe, comme Outre-Atlantique, est de nature à favoriser le basculement de polarité dans les 30 prochaines années entre l'Hémisphère Nord et l'Hémisphère Sud.



A force de positions prudentes et défensives, à force de valeurs fondamentales non respectées, à force d'exercer une dominance sans réciprocité, à force de laisser-faire l'emprise financière sur le reste du monde pour mieux équilibrer les comptes d'Etat, à force de compromis géopolitiques, à force de sécuriser tout et n'importe quoi en apeurant la population, à force de tondre le mouton, cette posture ringarde de centralisme ne prépare-t-elle pas un renversement magistral de situation ?

L'avenir n'est pas si éloigné pour voir comment certains pays du Sud vont faire de l'Hémisphère Nord une zone de sous-traitance et de **délocalisation inversée** avec des populations besogneuses enfermées dans des ghettos urbains fortement arborés. Une sorte de colonisation à l'envers qui, autrement qu'idéologique ou religieuse, le sera par le fait du pouvoir économique et financier d'un côté et le plombage fonctionnarisant et administratif de l'autre.

Cette faute majeure d'administration des sociétés modernes favorisant le court et le moyen terme, plus que le long terme, incombera directement à nos technostructures, à nos dirigeants présents et du passé, à nos administrations locale, nationale et européenne, qui en voulant bien faire, en contrôlant au plus près, en régulant les manœuvres à son profit comme en réglementant à tout vent, auront créé dans l'irresponsabilité générale les conditions de la dévitalisation, voire du déclin sociétal.

Vers quel type de société allons-nous en favorisant ainsi la dominance et la **prégnance de l'administration** et de la procédure asservissante en tout domaine ? Certainement pas vers une société plus démocratique, plus évolutionnaire, plus riche, plus ouverte, plus énergique, plus audacieuse, mais vers son opposé : un monde d'autorité, de rigidité, de défiance, de radicalisation, d'habitudes conservatrices, de comportements dociles. Cette conjonction est unique dans l'ère judéo-chrétienne faisant que, sans être Nostradamus, il apparaît évident que l'excès administratif découlant de l'opportunisme politique au sein de chaque régime est et restera le vrai boulet entraînant le corps entier de nos sociétés modernes vers un cycle de crises à répétition.

Par la faute du développement continu de la **métastase administrative** qui nous protège certes des déviations de certains de nos instincts naturels, l'espèce humaine a peu de risque de retomber dans la loi de la jungle favorisant l'exploitation agressive de l'homme par l'homme mais prépare son clone plus civilisé qui est de subir la loi artificielle de l'exploitation de l'homme... par le système. Et pourtant il existe une autre voie !

2008 - D. Reuter

## 112. À QUI PROFITENT LES RÉFORMES ?

### Sujet : L'intérêt tout relatif des réformes

- ... Consommer moins et subir constamment la hausse des prix ;
- ... «Remercier» les comportements civiques avec toujours plus de devoirs, de taxations et de moins en moins de pouvoir d'achat ;
- ... «Travailler plus» et avoir finalement plus de stress et moins de retraite ;
- ... Régler des cotisations sans cesse plus élevées avec des remboursements régulièrement en baisse ;
- ... Prôner la qualité de service dans le secteur public avec des prestations de moins en moins de qualité et de plus en plus impersonnelles ;
- ... Entreprendre et prendre des risques en étant de plus en plus contrôlé par l'administration ;
- ... Etre un immigré en règle et avoir chaque jour la peur au ventre pour soi et sa famille ;
- ... Etre flatté en tant qu'électeur tout en ayant de moins en moins de poids à la source même de la démocratie ;

Merci les réformes, merci messieurs les politiques !

Mais à quoi ou à qui peuvent bien servir les réformes de structure engagées sous la présidence de Nicolas Sarkozy (et avant) ? C'est une vraie question vu l'actuel train de réformes et son rythme «speed» imposé par le gouvernement en place. Pour essayer de comprendre, il faut d'abord **dissocier la forme et le fond des réformes**. Sur la forme, toute réforme se scinde en deux : la réforme à caractère collectif (r1) fondée sur un objectif technique, politique, culturel, social ou économique, s'appliquant à l'ensemble de la population ; la réforme de nature catégorielle (r2) conçue en faveur, ou en fonction, d'un groupe ciblé de la population.

Sur le fond, la réforme supporte également 2 sens distincts : un sens apparent (r3) compréhensible par tous et destiné à motiver et/ou à porter un message politique ; un sens caché (r4) reposant sur une stratégie gouvernementale et/ou politique plus complexe ou alambiquée. C'est, en fait, la combinaison entre les visées à caractère collectif (r1) et catégoriel (r2) avec leur sens apparent (r3) ou caché (r4) qui induit le constat historique qu'une réforme n'est pas forcément destinée à créer, à terme, du changement positif pour le citoyen ni devenir une avancée en société, bien au contraire !

C'est la raison pour laquelle, il faut d'abord savoir à quoi et à qui profitent les réformes. Aujourd'hui en politique, rien n'est moins assuré de la performance ou de la rentabilité sociale de telle ou telle réforme de structure sachant qu'il existe 3 couples d'acteurs pouvant bénéficier des effets de la réforme à savoir :

- . Le couple Etat / Institutions / parti politique dominant (c1)
- . Le couple partenaires sociaux / acteurs économiques majeurs (c2)
- . Le couple Citoyen / classes moyennes et populaires (c3)

Le problème est que la production de réformes n'est jamais neutre faisant que parmi tous ces acteurs, certains ont une fâcheuse tendance à tirer la couverture à eux. En fait, dans l'équation de la réforme, les combinaisons sont nombreuses et la portée de celles-ci bien différente selon les paramètres utilisés.

### De l'intérêt relatif des réformes !

Ainsi qu'est-ce qui pousse donc l'actuel gouvernement dans son programme réformiste ?

- . Est-ce le souhait d'un meilleur avenir avec plus de droits et de libertés pour le citoyen et le peuple ?
- . Est-ce un encouragement et des facilités offertes aux partenaires sociaux et aux acteurs économiques majeurs en échange d'une promesse de bonne conduite ?
- . Est-ce un positionnement politique destiné à faire «rentrer l'argent» dans les caisses de l'Etat et/ou donner encore plus de moyens d'action à l'exécutif et/ou à ses mandataires politiques et institutionnels ?

Il semble bien, à y regarder de près, qu'actuellement le peuple et le citoyen soient davantage pris dans une spirale plus contraignante et normative, que libertaire et «épanouissante» en matière de réformes de structure. Il semble également que, malgré certaines réformes catégorielles objectivement positives, le «gros» des réformes collectives soit d'**essence technocratique** et profite majoritairement (et anormalement) au couple Etat, institutions, parti politique dominant. Dans ce constat, 3 centres d'intérêt semblent pousser principalement le réformisme à visée collective :

- . Le comblement du passif (endettement) de l'Etat, la nécessité budgétaire, les obligations de gestion par rapport à Bruxelles ;
- . Les recadrages techniques, voire disciplinaires, dans le fonctionnement des institutions et/ou dans la régulation directive de tel ou tel épiphénomène de société (santé, sécurité routière, emploi, retraite...);
- . L'image médiatique et le statut personnel du Président avec, au passage, la préservation des positions dominantes du parti politique en place, de ses réseaux et/ou d'influents sociaux et économiques.

En résumé, il apparaît évident que la finalité des réformes de structure engagées depuis quelques années soit largement plus au profit de l'Etat, du président et des institutions, qu'à celui du citoyen et du peuple. Le **relookage de façade** de l'édifice républicain ne doit pas faire illusion sur l'état de l'Etat français dans le monde.

Il y a plus de régression et de durcissement sociétal dans les réformes engagées que d'ouverture vers un meilleur avenir démocratique. Il y a plus de contraintes imposées au peuple que de nouveaux droits et de libertés attendus pour le citoyen !

2008 - D. Reuter

## 113. LA BULLE DES 500 000

### Sujet : Comment l'élite dirige les classes moyennes

Depuis le début d'exercice ambigu de la présidence Sarkozy, dont l'ambition avouée est de moderniser l'Etat tout en protégeant, parallèlement, le conservatisme de droite comme en amplifiant, au passage, un modèle présidentiel autocratique issu de la constitution de 1958, le bien-être du peuple semble être considéré comme **secondaire, voire tertiaire**. La politique de dominance dirigiste de l'Etat et des pouvoirs publics sur le peuple (réformes collectives) est évidente, malgré l'agitation artificielle d'une «média-politique» dans laquelle la présentation du message a plus d'importance que son contenu et que les conséquences des décisions prises. Une telle stratégie ne peut être rendue possible que lorsqu'elle peut s'appuyer sur un cercle élargi d'influents. Ainsi, entre l'Etat et le peuple, il existe plusieurs cercles de défense : les institutions publiques, les organismes sociaux et paritaires, les organisations économiques, les médias, les réseaux d'influence, l'éducation nationale, etc.

Il suffit, en fait, de «contrôler» les principaux responsables, hommes et femmes d'influence de ces entités pour que ceux-ci propagent, à leur manière et dans leur propre style, les messages politiques souhaités. Pour «contrôler» un influent, la règle est simple : Lui apporter ou maintenir certains avantages, privilèges et/ou facilités à titre de rôle, statut, image ou pouvoir personnel (réformes catégorielles). Cela peut aussi être de nature monétaire, statutaire, psychologique, en utilisant presque toujours le penchant naturel des hommes pour la vénalité, la vanité, le pouvoir et la suffisance. Il semble bien qu'actuellement le levier économique (revenus, avantages sociaux ou fiscaux, allocation de ressources) soit l'un des liens les plus fidélisants parmi la grande majorité de l'«élite» du pays.

Une élite statutaire qui se recrute parmi les riches actionnaires, les grandes fortunes de France, les entrepreneurs et grands dirigeants, les parlementaires, les sénateurs, les grands édiles territoriaux, les syndicalistes, les hauts fonctionnaires, les vedettes médiatiques et littéraires, les stars du sport, de la chanson et du cinéma, les cadres sup', les notables locaux, les mandarins... Un petit monde très sûr de lui qui correspond à la «classe supérieure» et comprend environ 500 000 décideurs politiques, sociaux, culturels et économiques de droite, de gauche ou du centre. Des hommes et des femmes d'influence au national, local ou en réseau qui, sans être forcément connus, n'en exercent pas moins un rôle significatif ou exemplaire dans leur domaine professionnel et/ou institutionnel.

Dans la réalité du quotidien, ce sont eux qui :

- . Formatent la société dans la manière de décider, de travailler, de penser, de se comporter, d'informer, de manager l'homme par l'homme.
- . Occupent, en général, la plupart des directions orientant les nombreux microcosmes en société : finance, banque, assurance, santé, média, entreprise, commerce, conseil, administration territoriale et publique, art, éducation, culture, édition, technologie, distribution, force de sécurité...
- . Animent dans leur grande majorité les réseaux, les associations, les institutions locales, les pages des magazines, les interviews, les reportages, les articles, les photos people, les invités des émissions TV et radio, formant ainsi le «gratin» télévisuel, d'expertise et/ou économique au niveau local et national.
- . Remplacent ou compensent les déficits traditionnels du ciment sociétal fondé initialement sur le clergé, les militaires, la bourgeoisie.
- . S'élisent entre eux, se promotionnent entre eux, se félicitent et se récompensent entre eux.

En d'autres termes, la «classe supérieure» est utilisée pour contrôler, réguler, temporiser directement ou indirectement l'ensemble des classes moyennes. Il s'agirait presque, en fait, de l'émergence d'une nouvelle «noblesse républicaine» friande de succès, de lumière médiatique, de diplômes et autres «médailles russes» ou en chocolat. Sans le savoir, cette nouvelle strate socioéconomique constitue l'élite co-dirigeante du pays. Dès lors, «contrôler» un tel vivier pour un décideur politique est une aubaine faisant que tout devient possible en gouvernance même contre le bon sens, la nécessité ou l'évidence. C'est également la certitude de disposer d'un véritable rempart et amortisseur contre les manifestations critiques du peuple ou les mauvais sondages. Même si chacun veut croire au miracle démocratique, il

y a fort à parier que les effets induits de la plupart des réformes de structure actuelles, via la caution apportée par l'«élite co-dirigeante», ne produisent aucune avancée significative en société si ce n'est sous un angle catégoriel, gestionnaire et médiatico-politique, bien relatif !

2008 - D. Reuter

## 114. MERCI LA CRISE FINANCIÈRE !

### Sujet : Ou comment opportuniser la situation politique

Avec le réchauffement climatique d'un côté, le refroidissement économique de l'autre, les pénuries prévisionnelles au centre (eau, pétrole, matière première...), les politiques nationales n'en finissent plus de gérer la crise. Loin d'être les victimes innocentes de tout cela, les Etats sont au contraire coresponsables de ces situations pris dans l'aveuglement de leurs gestions à court terme.

Etant tous observateurs de ces changements sociétaux, nous constatons aujourd'hui encore que rien n'a vraiment changé sur le fond dans la gouvernance du monde. Il existe toujours autant d'incuries (pensée dominante linéaire) dans la compétence de nos élites et de leurs cohortes d'experts et de conseillers, lesquels se révèlent quasiment nuls avant (imprévisibilité, politiquement correct, conservatisme...), moyens pendant (gestion de crise, gestion du présent) et bons après (explications doctorales de ce qui s'est passé ou de ce que l'on aurait dû faire). Tel est l'axiome frappant l'expertise politique, économique et financière moderne, qui démontre sa capacité intellectuelle à bien raconter les histoires du passé mais très peu à prévoir correctement le présent proche et encore moins l'avenir !

Sous l'angle des actions politiques engagées, il semble bien que plus on réforme le nez dans le guidon, plus on déstabilise la cohésion nationale ainsi que la planète entière à plus grande échelle. **Pierre-Joseph Proudhon** (sociologue, économiste au XIX<sup>e</sup> siècle) ne disait-il pas déjà à son époque que *«Les chefs, législateurs ou rois, jamais n'ont rien inventé, rien supposé, rien imaginé ; ils n'ont fait que guider la société selon leur expérience acquise, mais toujours en se conformant aux opinions et aux croyances.»*

C'est une nouvelle fois le cas avec le tsunami financier et le krach boursier faisant suite à l'éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis, la spéculation sur certains produits dérivés en bourses et la vénalité des traders et autres professionnels de la finance et de la banque. Cette imprévision mondiale n'a pas fini de produire des effets collatéraux irradiant progressivement l'économie du réel et polluant gravement la vie des ménages, le monde du travail et celui des entreprises.

Même, s'il y a fort à parier que les effets macroéconomiques de la crise bancaire et financière au sein du système financier mondial auront largement disparu au cours de l'année à venir, cette «opportunité de grande crise» vue sous l'angle des politiques, va devenir une véritable aubaine pour les plus ambitieux d'entre eux. Qu'allons-nous assister à l'émergence de «Sauveurs du système» après l'effondrement en Europe de ce second «Mur de Berlin de verre» ou de ce nouveau «Pearl Harbour économique» aux Etats-Unis.

**L'amnésie lacunaire** (oubli volontaire ou involontaire de faits précis) va même devenir un comportement à la mode chez tous ceux qui n'ont pas été, ou ne sont pas, à la hauteur des enjeux. Déjà en France, comme par hasard, les mauvais chiffres de la croissance, de la récession, de l'augmentation du chômage, des ratés économiques et du fiasco de beaucoup de promesses du candidat Sarkozy se sont opportunément cachés derrière les chiffres catastrophes du krach financier et boursier, faisant ainsi croire à l'opinion publique que le système financier en était principalement responsable.

Il est à craindre qu'entre le «soft power» (puissance démocratique contrôlée) et le «hard power» (autoritarisme, autocratie), le pouvoir politique et économique cherche à opportuniser la portée de ces événements en jouant sans état d'âme sur les incertitudes et les anxiétés populaires en matière d'emploi, de chômage, de sécurité, de pouvoir d'achat...

## 115. PETIT OU GRAND JOUEUR ?

### Sujet : Le jeu politique, une addiction irresponsable

Si le «style c'est l'homme» (Georges-Louis Leclerc, comte de Buffon) alors entre le joueur addict, le banquier et le financier qui jouent avec l'argent des autres et l'homme politique qui joue avec le pouvoir conféré par le vote de ses concitoyens, il existe de nombreux points de ressemblance. Le «fait du prince» est la caractéristique première des joueurs qui usent et abusent de leurs pouvoirs de décision. Se croire momentanément invincible en croyant avoir la baraka, une responsabilité immanente ou un «destin» particulier, entraîne presque toujours l'incontinence décisionnelle, l'abus de pouvoir personnel, le besoin d'action dopé à l'adrénaline et à la biochimie du cerveau. Cela entraîne mécaniquement une prise de risque «aresponsable» (pas de moral ni de scrupule), l'entêtement à se croire plus fort que tout le monde et/ou à faire exactement le contraire, par défi de ce qui est dit ou de ce que l'on vous reproche.

Le joueur dans l'âme, c'est donc celui qui s'évertue à faire et défaire les situations en séduisant par son audace, sa prise de risque, sa maîtrise apparente des situations, en occupant et en dominant le terrain, tant qu'il existe autour de lui des individus fascinés par son jeu et qui acceptent la perversion des règles.

Le vrai joueur au sens psychiatrique du terme se caractérise par le fait de :

- ... **Piper le jeu** d'entrée de jeu avec ses propres règles.
- ... **Créer le problème**, ou alimenter le trouble dans la situation, en vue de mieux apparaître ensuite comme un sauveur, un homme-clé, un guide, par quelques solutions miracles ou opportunes.
- ... **Pratiquer le double jeu** en étant le Janus sympathique d'un côté (gentil) et celui qui fait ce qu'il a envie de faire de l'autre, en se moquant justement de l'avis des autres (manipulateur).
- ... **Anesthésier le jugement** et le libre-arbitre de ses proches par les effets du charisme, de l'affect et/ou de la sympathie qu'il dégage.
- ... **Accepter la surenchère** intellectuelle ou psychologique, sans limite de sagesse ni d'honnêteté intellectuelle, en utilisant toujours l'arme du raisonnement, des formules chocs, du doute et de l'influence, comme autant de «prises mentales» immobilisant la réaction des autres.

Sur le fond, pour accéder au plaisir de la décision qui flatte l'orgueil et donne du sens à sa propre vie, le joueur est toujours prêt à vendre son âme sans que cela soit dit ou vérifiable, malgré la claire conscience du prix à payer et les inévitables revers de destin.

Sous l'angle national tout indique que la République française est actuellement menée par une équipe de joueurs (présidence, conseillers, influents) jouant «petit» à l'échelle du monde et de l'histoire mais avec de grosses mises et un bluff politique irresponsable que le peuple devra forcément payer un jour, si ce n'est déjà le fait de la réalité quotidienne !

2008 - D. Reuter

## 116. AU SECOURS, J'AI RÉTRÉCI LA FRANCE !

### Sujet : L'effet rebond des réformes

Le cas Sarkozy est symptomatique, de manière claire et évidente, de la **dérive politique** française. A force de subir l'évidence d'un pouvoir personnel exercé à la tête de l'Etat, en tous domaines et dans tous les sens, la démocratie perd plus de repères sociétaux qu'elle n'en gagne sous l'égide d'un homme pressé et hyper présent mais sans véritable vision globale. Malgré le moteur des actions réformistes il se produit, comme en matière énergétique, un «effet rebond» qui au lieu de redimensionner le paysage français par le haut des actions engagées, tend à l'inverse à réduire, voire anéantir, les gains envisagés pour les classes moyennes. C'est la raison pour laquelle grâce au président actuel, à son équipe et aux influents qui le soutiennent, il est possible de dire que... :

- . **La France** devient petite en utilisant les moyens de la démocratie pour faire de l'anti-démocratie par le jeu abusif du pouvoir et de l'influence.
- . **La France** devient petite à ne plus avoir de véritable ambition que de favoriser les réseaux d'influence et le clientélisme dans un traitement gestionnaire et opportuniste de la réalité, sans grand programme d'avenir à proposer.
- . **La France** devient petite à force de pollution quotidienne de l'espace médiatique, ainsi que par la «nitratation» politique du sol démocratique soumis au «fait du prince».
- . **La France** devient petite lorsque la participation du citoyen se cantonne à un rôle de contribuable pressuré, de consommateur markétisé, d'auditeur manipulé et d'administré soumis.
- . **La France** devient petite lorsque sa classe moyenne, au lieu d'avoir envie d'exploser d'audace et d'énergie, se replie sur ses acquis, perd confiance, vit mal et devient fataliste face aux événements.
- . **La France** devient petite lorsque les médias relaient bêtement les discours d'en haut en cachant délibérément des pans entiers de réalité et la vérité afin de ne pas traumatiser le «pauvre» homme de la rue, l'auditeur ou l'utilisateur considéré comme trop immature pour comprendre.
- . **La France** devient petite lorsque, eu égard à la culture générale et à la sagesse populaire, le système d'Etat continue d'infantiliser le citoyen et/ou le prendre pour un imbécile via les sondages, le mythe sécuritaire ou encore les émissions TV à la «gloire de mon père».
- . **La France** devient petite lorsque le registre de la rationalité (raisonnement et/ou explication *a priori* logique) s'associe à l'émotionnel (utilisation des ressorts de l'affectif...) en formant un couple mortel se substituant à l'objectivité, au parler vrai et précis, au véritable rapport adulte.
- . **La France** devient petite en limitant l'évolution des sociétés aux débats très médiocres sur l'environnement, la sécurité ou encore les états d'âme arriérés des grands partis politiques, avec le concours des grands prêtres modernes de l'information...

Il ressort mécaniquement de tout cela que le discours infantilisant (trop bien léché pour être honnête) au sommet de l'Etat appelle les comportements infantiles au sein des institutions et de la population ; la manipulation organisée de l'information appelle la manipulation désordonnée des esprits ; la déviance politique appelle la déviance de la citoyenneté ; l'émotionnel collectif appelle le trouble irrationnel à l'échelle individuelle ; la dictature dans la gestion du présent empêche la vision nécessaire pour construire un développement global, profond et évolutif ; le bipartisme idéologique castre directement l'émergence du nouveau politique prolongeant ainsi indéfiniment les erreurs du passé.

Que des bonnes nouvelles quoi !

2008 - D. Reuter